

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES
PRSG 24-006**

Organisé en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

Accord-cadre de fournitures courantes et services

**Prestations de TRANSPORT
de PRELEVEMENTS de BIOLOGIE,
de PRODUITS PHARMACEUTIQUES,
de PRODUITS SANGUINS,
de produits divers
et de DISPOSITIFS MEDICAUX STERILES
pour les établissements du GHT de la SARTHE**

SOMMAIRE

PAGES

CHAPITRE 1 – GENERALITES	4
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHÉ	5
4.1 Décomposition en lots.....	5
4.2 Décomposition en tranches.....	6
4.3 Décomposition en phases.....	6
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	6
6.1 Ordres de service.....	6
6.2 Bons de commande	7
6.3 Marchés subséquents.....	8
ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	8
7.1 Clause environnementale	8
7.2 Clause sociale.....	9
ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES	9
ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE	10
ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES	10
10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac.....	10
10.2 Respect des principes de la République	11
CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT	11
ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX.....	11
ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX.....	12
ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT	13
13.1 Avance.....	13
13.2 Temporalité de la demande de paiement	13
13.3 Acomptes.....	13
13.4 Contenu de la demande de paiement	13
13.5 Comptables assignataires	14
13.6 Délais de paiement	14
13.7 Intérêts moratoires	14
CHAPITRE 3 : DELAIS.....	15
ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION	15
ARTICLE 15 : PENALITES.....	15
15.1 Pénalités pour retard.....	16
15.2 Pénalités pour indisponibilité.....	16
15.3 Pénalités diverses.....	16
15.4 Pénalités pour défaut d'insertion	17
ARTICLE 16 : PRIME	17

CHAPITRE 4 : EXECUTION	17
ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION	17
17.1 Livraison	17
17.2 Clause de réexamen	18
17.3 Changement de références	18
17.4 Prestations similaires	19
17.5 Plans de progrès	19
ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE –	
MAINTENANCE	19
18.1 Opérations de vérification	19
18.2 Maintenance des prestations	20
18.3 Garanties	20
ARTICLE 19 – ASSURANCES	20
ARTICLE 20 – RESILIATION	20
ARTICLE 21 – DIFFERENDS	20
ARTICLE 22 – DEROGATIONS	21
ARTICLE 23 – ANNEXES	21

INTRODUCTION

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1^{er} juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *parties* du GHT 72, à savoir le :

- Centre Hospitalier de Montval-sur-Loir (ex Château du Loir)
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (Sites de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Bessé sur Braye

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour son propre compte et pour le compte des Etablissements partie/membres du GHT 72 suivants :

- Centre Hospitalier de Montval-sur-Loir (ex Château du Loir)
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (Sites de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)

Le présent marché applique le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services dans sa rédaction approuvée par l'arrêté du 30/03/2021.

CHAPITRE 1 – GENERALITES

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par le Directeur Général, représentant le pouvoir adjudicateur, pour le compte des établissements listés ci-dessus, d'une part ;
- Et,
- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet le **transport de prélèvements de biologie, de produits pharmaceutiques, de produits sanguins et autres produits divers et de dispositifs médicaux stériles**, pour des établissements du Groupement Hospitalier de la Sarthe.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE

Les prestations s'exécuteront sous forme d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles R.2162-1 à R.2162-5 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1 Décomposition en lots

Les prestations visées au présent CCAP sont réparties en lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

LOT N°	INTITULE
1	Transports de prélèvements de biologie, de produits sanguins labiles, de produits pharmaceutiques, documents administratifs et autres produits divers pour les établissements du GHT 72
2	Transports urgents des prélèvements de biologie et de médicaments pour le compte du Centre Hospitalier du Mans
3	Transports des échantillons et des greffons dans le cadre des Prélèvements Multi-Organes
4	Transports de dispositifs médicaux et d'équipements biomédicaux en Sarthe

Le **lot n° 1** est décomposé en 6 sous-lots :

- **Sous-lot n° 1.1:** Transports à la charge du Centre Hospitalier de Montval-sur Loir
- **Sous-lot n° 1.2:** Transports à la charge du Centre Hospitalier de Saint-Calais
- **Sous-lot n° 1.3:** Transports à la charge du Centre Hospitalier de La Ferté-Bernard
- **Sous-lot n° 1.4:** Transports à la charge du Pôle Santé Sarthe et Loir
- **Sous-lot n° 1.5:** Transports à la charge du Pôle Hospitalier Gériatrique Nord Sarthe
- **Sous-lot n° 1.6:** Transports à la charge du Centre Hospitalier du Mans

Le lot n° 1 sera attribué à un seul Titulaire.

4.2 Décomposition en tranches

Les prestations **du sous-lot 1.5 rattaché au lot 1** visées au présent CCAP sont divisées en tranches comme suit :

TRANCHES	OBJET
Ferme	Transports de prélèvements de biologie et des produits sanguins labiles des site de Bonnétable vers le laboratoire du Centre Hospitalier du Mans
Optionnelle 1	Transports de prélèvements de biologie et des produits sanguins labiles des sites de Sillé-Le-Guillaume et de Beaumont-sur-Sarthe vers le laboratoire du Centre Hospitalier du Mans

Aucune indemnité ne sera versée en cas de non affermissement ou de retard dans l'affermisssement.

L'affermisssement de la tranche est notifié au titulaire par courrier ou email au titulaire.

Le délai d'affermisssement des tranches optionnelles est fixé à 3 ans à compter de la notification du contrat.

4.3 Décomposition en phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE

Les prestations sont conclues pour une durée de 12 mois.

Le marché est tacitement reconductible 3 fois par période de 12 mois. Le titulaire ne peut la refuser. En En cas de non-reconduction du marché, le titulaire sera informé au moins 2 mois à l'avance avant la fin de la période d'exécution en cours.

Le marché s'exécutera à **compter du 01/04/2025** ou à une date postérieure en fonction de la date de notification du marché.

La durée des tranches sont conclues comme suit :

- Tranche ferme : à compter du 01/04/2025 ou à une date postérieure en fonction de la date de notification du marché pour une durée de 12 mois, tacitement reconductible 3 fois par période de 12 mois
- Tranche optionnelle 1 : à compter de la notification de l'affermisssement de la Tranche optionnelle 1 jusqu'à la fin du marché, périodes de reconduction éventuelles comprises.

ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Ordres de service

Sans objet

6.2 Bons de commande

A / Exécution des bons de commande

L'accord-cadre fait l'objet de bons de commande conclu avec :

LOT	NOMBRE DE TITULAIRE
1	1 titulaire maximum sous réserve d'un nombre suffisant d'offres
2	1 titulaire maximum sous réserve d'un nombre suffisant d'offres
3	1 titulaire maximum sous réserve d'un nombre suffisant d'offres
4	1 titulaire maximum sous réserve d'un nombre suffisant d'offres

Les accords-cadres sont conclus sans minimum et un maximum pour leur durée totale défini comme suit :

⇒ **Lot n° 1**

- Montant minimum : néant
- Montant maximum : 2 800 000 € HT

⇒ **Lot n° 2**

- Montant minimum : néant
- Montant maximum : 1 000 000 € HT

⇒ **Lot n° 3**

- Montant minimum : néant
- Montant maximum : 80 000 € HT

⇒ **Lot n° 4**

- Montant minimum : néant
- Montant maximum : 300 000 € HT

Le marché s'exécute par émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par l'acheteur.

Le titulaire se conforme strictement aux bons de commande qui lui sont transmis dans le cadre du présent marché.

Les bons de commande sont écrits. Ils sont notifiés en un exemplaire au titulaire.

Les commandes seront passées par l'établissement concerné au moyen de **bons de commande** signés du Directeur des Achats ou de son représentant.

Chaque bon de commande comportera :

- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le détail des prestations et les quantités commandées et la référence au devis établi par le titulaire ;

- Le(s) délai(s) d'exécution des prestations;
- Le(s) lieu(x) d'exécution des prestations ;
- Le montant unitaire HT et TTC des prestations
- Le montant prévisionnel total HT et TTC des prestations ;

Il est rappelé que le délai de livraison commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.

B / Annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande n'a pas pour objet de résilier le marché à bons de commande et constitue une simple mesure d'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'annuler par voie écrite et émise de manière dématérialisée (télécopie, courriel) toute commande n'ayant pas encore été exécutée.

L'annulation interviendra dans un délai maximum de 1 jour ouvré avant la date de commencement d'exécution.

Si une avance a été versée, elle devra être remboursée dans un délai de 10 jours à compter de l'annulation du bon de commande.

En cas d'annulation du bon de commande, aucune indemnité ne sera versée au titulaire du marché.

6.3 Marchés subséquents

Sans objet

ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

7.1 Clause environnementale

Le présent marché public est soumis à des considérations environnementales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande et du CCAG applicable et notamment concernant les déplacements, les livraisons, la limitation et la gestion des déchets.

Le présent marché public a pour objet des prestations de transport par route, dont la réalisation a inévitablement des conséquences environnementales.

Par conséquent, le Titulaire est soumis à une obligation environnementale générale, et doit prendre toutes les mesures utiles pour réduire son impact écologique. En outre, il veille à :

- Adopter une politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air, notamment en optimisant la distance et le temps des trajets ;
- Former et sensibiliser les chauffeurs à l'écoconduite et aux risques routiers ;
- Prévenir la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- Mener des actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- Veiller à la réduction du prélèvement de ressources naturelles (eau, énergie, etc.) ;
- Réduire ses impacts sur la biodiversité, notamment pendant les temps de repos.

ENGAGEMENT DES CONDUCTEURS A UN PROGRAMME D'ECOCONDUITE

Le titulaire transmet chaque année, les documents justifiant la formation effective à l'écoconduite des personnels via un relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, des dates auxquelles elles ont eu lieu, de leur durée et des effectifs concernés.

Le titulaire indique dans son offre s'il dispose d'un suivi individuel de l'efficacité de la formation, détaille le dispositif de suivi dans le cadre de réponse fourni à l'appui de son offre, et le met en oeuvre conformément au dispositif décrit. Le titulaire restitue alors annuellement le gain en consommation de carburant.

CONTROLE DE LA MISE EN OEUVRE DES EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire restitue annuellement, tout au long du marché, les éléments suivants :	Fréquence de transmission	Unités de mesure
Taux de participation au programme annuel d'écoconduite des conducteurs	Annuelle	Constat

7.2 Clause sociale

Afin de promouvoir l'emploi et la lutte contre l'exclusion et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le présent marché public inclus une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique **pour les lots 01 et 02.**

Devra ainsi être réalisé une action d'insertion qui permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières en application de **l'annexe 01 au CCAP - Clause sociale – Insertion par l'activité économique.**

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessous * :

- L'Acte d'engagement (AE) ou ATTRI 1 et ses éventuelles annexes dont le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.), dans la version résultat des dernières modifications éventuelles, gérées par modification du marché (avenant, acte de sous-traitance) et/ou par mise au point du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) (*Cette pièce générale est réputée connue des parties et n'est pas jointe au dossier de consultation*) ;
- L'offre technique et financière du titulaire à l'exception des quantités précisées dans le D.Q.E. qui sont données à titre indicatif, (*)
- Le Règlement Intérieur du (ou des) établissement(s) concerné(s)

* Seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent Marché, elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement les télécharger sur <http://www.legifrance.gouv.fr> .

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du Marché.

Quoiqu'il en soit, la seule signature de l'acte d'engagement entraîne l'acceptation des pièces du présent marché dans leur totalité.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE

A l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans ou des autres établissements membre du GHT 72. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà du terme du contrat de travail. L'employeur devra apporter la preuve qu'il a intégré une clause de confidentialité aux contrats des personnels du titulaire intervenant dans le cadre de la prestation. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

Toutes les données transférées au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché ont un caractère stratégique et strictement confidentiel. L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » dans sa dernière version et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES

10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du (ou des) Centre(s) Hospitalier(s) concerné(s). Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

Par ailleurs, en tant qu'établissement de santé, le Centre Hospitalier du Mans a décidé de renforcer son action en faveur de la prévention des risques liés au tabac et s'engage dans la stratégie nationale de promotion des lieux de santé sans tabac.

Pour soutenir les personnes en cours de sevrage et pour protéger les non-fumeurs, toute l'enceinte du CHM, y compris les espaces extérieurs, est non-fumeur.

Seules quelques zones fumeur clairement identifiées restent à disposition des personnes qui souhaitent continuer l'usage du tabac.

En cas de non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 10 € par manquement constaté.

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés au présent CCAP (Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements, circulaires, ...) de tous textes administratifs nationaux d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

10.2 Respect des principes de la République

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise limite des offres finales dit mois m_0 .

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX

Le prix est **révisable**.

Aucune demande de révision de prix ne pourra intervenir pendant la première année du marché à la demande du titulaire ou de l'acheteur.

Au-delà, les prix seront révisés à la hausse comme à la baisse, annuellement à date anniversaire du contrat. Le titulaire enverra ses prix révisés au moins deux mois avant chaque échéance annuelle

La demande de révision devra contenir :

- La valeur de(s) l'indice(s)
- La formule de révision
- Les prix initiaux des annexes financières du marché
- Les prix révisés des annexes financières du marché

Cette demande devra être adressée au Directeur des Achats de Centre Hospitalier du Mans par email à l'adresse suivante : ggaraud@ch-lemans.fr

La formule de révision applicable est la suivante :

$$P = P_o \times (0.125 + 0.875 (I/I_o))$$

dans laquelle :

- P étant le prix révisé
- P_o le prix initial
- I_o, est la valeur prise au mois zéro par les ou l'index de référence I du marché
- I est la valeur prise au mois d'établissement de révision par les ou l'index de référence(s) I du marché ;

La date d'établissement des prix est la date limite de remise des offres finales.

Index de référence : **Identifiant 001766503 Transports et entreposage**

[Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises \(BtoB\) – A17 HZ – Transports et entreposage | Insee](#)

Tous les indices sont publiés au **B.O.C.C.R.F.** : **B**ulletin **O**fficiel de la **C**oncurrence, de la **C**onsommation et de la **R**épression des **F**raudes ou sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/2411675>).

Clause de sauvegarde

Dans le cas où le prix ajusté entraînerait une augmentation annuelle supérieure à 2 %, le Directeur des Achats du Centre hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, après avoir évalué la situation économique et les conditions de la concurrence, se réserve la possibilité soit de :

- ✓ Plafonner l'augmentation à 2 %,
- ✓ De ne pas reconduire le marché.
- ✓ De résilier le marché.

ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT

13.1 Avance

L'avance ne pourra être mandatée qu'après la constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. En aucun cas une caution personnelle et solidaire ne pourra être proposée.

En application de l'**Option B** prévue au CCAG retenue, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond à 5 %.
L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

13.2 Temporalité de la demande de paiement

La remise de la demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors à l'acheteur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci ;

13.3 Acomptes

Sans objet

13.4 Contenu de la demande de paiement

Le règlement des sommes dues par l'établissement concerné au titre du marché est effectué suivant les règles de la Comptabilité Publique, ainsi que dans les conditions prévues par le C.C.A.G. mentionné dans le présent document.

Les demandes de paiement sont établies sous forme de facture comprenant les éléments suivants :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- Les nom et adresse du créancier ;
- Le destinataire de la facture ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion) ;
- Le numéro et la date du marché (ainsi que le numéro et la date du bon de commande si marché à bons de commande) et les références du bon de livraison ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures et les pièces justificatives nécessaires sont déposées sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.

13.5 Comptables assignataires

Les coordonnées des comptables assignataires de **chaque établissement membre du GHT 72** sont indiquées dans [l'Annexe A – Coordonnées des établissements membres du GHT 72](#) jointe au présent CCAP.

13.6 Délais de paiement

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

13.7 Intérêts moratoires

Au cas où le délai maximum de paiement mentionné à l'article « Délai de paiement » du présent document ne serait pas respecté et conformément aux articles de R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire par l'établissement concerné.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

CHAPITRE 3 : DELAIS

ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION

14.1 Délais d'exécution des prestations

Voir C.C.T.P.

14.2 Prolongation du délai d'exécution

En application du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Par dérogation à l'article 13.3.2. du CCAG-FCS, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de deux jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée

Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, l'acheteur dispose d'un délai de deux jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 15 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités énoncées ci-dessous sont cumulatives et encourues sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation des faits.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue.

15.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de retard de 20 % du tarif HT prévu au bon de transport après 1/2heure de retard puis 20% supplémentaire par ¼ h de retard suivants, dûment constaté par les services de l'établissement de santé.

Ces retards seront constatés par rapport aux heures convenues en commun ciblées pour la prise en charge du patient et la dépose au point d'arrivée et indiquées au transporteur lors de l'initialisation du transport.

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé. L'application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

15.2 Pénalités pour indisponibilité

Sans objet

15.3 Pénalités diverses

Pénalité pour non-respect du mémoire technique : 50 € HT par manquement constaté

Pénalité pour non-respect des clauses techniques du CCTP : 100 € HT par manquement constaté.

Pénalité pour non-exécution de la prestation : une pénalité forfaitaire de 400€ sera applicable.

A titre indicatif, la non-réalisation d'un trajet ou la non-présentation sur un point de passage sont considérées comme une non-exécution des prestations.

Cette liste n'est en aucun cas exhaustive

Pénalités applicables en cas de non-respect des conditions de qualité de prise en charge des transports

En cas de non-respect des conditions de qualité de prise en charge des transports (tout dépassement des bornes des températures lors de la prestation) définies dans le CCTP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par transport, ou 100 € par nouveau patient prélevé.

Pénalités applicables en cas de défaut de signalement

En cas de non-respect des conditions d'information, retard ou manquement aux obligations d'informer l'établissement immédiatement sur un retard de livraison, sur un défaut de température, ou toute situation mettant en péril les horaires convenus et/ou les conditions prévues au marché, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par défaut.

Pénalités pour absence de déclaration de sous-traitance

L'intervention de sous-traitants non préalablement déclarés entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 1000 euros HT.

Cette pénalité est encourue du simple fait de la constatation par l'établissement de santé. Cette pénalité est applicable sans mise en demeure préalable sur les sommes dues au titulaire.

La régularisation a posteriori de l'intervention du ou des sous-traitants concerné(s) n'exonère pas le titulaire de l'application de la présente pénalité.

[Pour le CHM] Pénalité pour non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur : 10 € par manquement constaté.

15.4 Pénalités pour défaut d'insertion

En cas de non-respect des heures d'insertion, une pénalité de 60 € HT par heure d'insertion non effectuée sera appliquée.

En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse de justifier son absence, une pénalité forfaitaire dont le montant est de 100€.

En cas de non transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle (notamment justificatifs d'éligibilités des publics et justificatifs des missions confiées et heures réalisées), le titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement, et après avoir été mis en demeure d'y remédier par le GHT 72, une pénalité égale à 100 euros par jour de retard.

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il restera responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information. Les pénalités sont supportées par le titulaire. Il appartient à ce dernier de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

ARTICLE 16 : PRIME

Sans objet

CHAPITRE 4 : EXECUTION

ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

17.1 Livraison

Sans objet

17.2 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique relatif aux modifications de marché public, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de recourir notamment à la clause de réexamen dans les conditions définies ci-après :

- Dans le cas où un établissement membre du Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72), quel qu'il soit, recenserait un besoin similaire aux prestations, objet du présent marché public, et ce, pendant toute sa durée, lesdites prestations seraient intégrées au présent marché public.
Elles seront réalisées conformément au Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières de l'accord cadre, et, éventuellement à son (ou ses) annexe(s), et aux conditions prévues à l'article R.2194-2 du Code de la Commande Publique.
Pour ce faire, un établissement membre du GHT 72 exprime, auprès du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, un besoin similaire à celui décrit dans le présent marché public.
Dans ce cas, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de modifier le présent marché public en intégrant les prestations par la notification d'une « modification du marché » au titulaire. Cette modification précisera notamment le nom de l'établissement partie concerné, la durée d'exécution de la prestation et le lieu d'exécution.
- En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, en cas de changement de titulaire dans le cadre de la distribution de produits à titre exclusif.
- Dans le cadre d'évolutions des conditions financières soumises à la force majeure, dans la mesure où un accord financier peut être accepté par le pouvoir adjudicateur.
- En cas de modifications opérées sur un site de d'un établissement bénéficiaire (exemple déménagement d'un service) ;
- En cas d'évolutions techniques ou réglementaires modifiant la teneur des prestations ou en ajoutant des nouvelles ;
- En cas de modification des circuits programmés et mise en place de tournées ;
- En cas d'évènements ayant un impact sur l'équilibre financier du marché ;
- En cas de déménagement ou de création de sites.

Evolution du planning des circuits programmés

L'évolution du planning des circuits programmés peut notamment résulter d'un déménagement ou d'une création de site.

Si cette évolution a un impact financier sur le montant du marché, qu'il soit représenté en plus-value ou en moins-value, un avenant sera rédigé.

Par ailleurs, si les modifications apportées sont sans incidence financière, une simple actualisation dudit planning sera effectuée sans qu'un avenant ne soit nécessairement rédigé. Le Titulaire sera notamment informé par courrier ou email.

17.3 Changement de références

Sans objet

17.4 Prestations similaires

Pour les prestations de services, le Centre Hospitalier du Mans se réserve la possibilité de recourir à la réalisation de prestations similaires à celles décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (et éventuellement son ou ses annexes) du présent marché, dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

17.5 Plans de progrès

Dans une démarche de partenariat, le Centre Hospitalier du Mans et le Titulaire s'engagent à partager l'ensemble des informations susceptibles d'être intéressantes dans une démarche d'optimisation continue de l'offre.

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire pourra proposer des plans de progrès pouvant porter notamment sur l'optimisation du processus de commande, l'obtention de gains financiers, la simplification des processus, le respect des bonnes pratiques, le développement durable, etc.

ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE

18.1 Opérations de vérification

18.1.1 Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par le pouvoir adjudicateur sur les prestations livrées au titre du marché

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG, les vérifications pourront se dérouler sans que le titulaire ne soit informé par l'acheteur.

18.1.2 Déroulement des opérations de vérification

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Les opérations de vérification nécessitant un examen plus approfondi sont exécutées par l'acheteur et notifiées dans les quinze jours.

18.1.3 Décision après vérification

Admission des prestations

Application du CCAG-FCS

Ajournement des prestations

Application du CCAG-FCS

Réfaction

Application du CCAG-FCS

Rejet

Application du CCAG-FCS.

18.1.4 Transfert de propriété

Application du CCAG-FCS

18.2 Maintenance des prestations

Sans objet

18.3 Garanties

Application du CCAG-FCS

ARTICLE 19 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 20 – RESILIATION

Application du CCAG-FCS et notamment de ses dispositions relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en application de l'article 45 du CCAG-FCS, de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 21 – DIFFERENDS

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément aux dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G. des marchés publics de fournitures courantes et de services.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111
44041 NANTES Cedex.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

CCIRA de Nantes
DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES CEDEX 1
02 53 46 79 83 - 6 02 53 46 79 79
paysdl.ccira@dreets.gouv.fr

ARTICLE 22 – DEROGATIONS

L'article 8 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
L'article 14.2 du CCAP déroge à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS
L'article 14.2 du CCAP déroge à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS
L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS
L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS
L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS
L'article 18.1.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS.
L'article 1.1 de l'annexe 1 du CCAP déroge à l'article 16.1.1 du CCAG-FCS
L'article 1.2 de l'annexe 1 du CCAP déroge à l'article 20.1.3 du CCAG-FCS
L'article 1.2 de l'annexe 1 du CCAP déroge à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS
L'article 1.3 de l'annexe 1 du CCAP déroge à l'article 16.1.3 du CCAG-FCS
L'article 1.5 de l'annexe 1 du CCAP déroge à l'article 16.1.4.4 du CCAG-FCS
L'article 1.5 de l'annexe 1 du CCAP déroge à l'article 16.1.4.5 du CCAG-FCS

ARTICLE 23 – ANNEXES

Annexe A – Coordonnées Etablissements GHT 72
Annexe 01 – Clauses Sociales
